



## LE RÔLE ET LA PLACE DE LA TURQUIE DANS L'OTAN

### Compte-rendu de la conférence de Nora SENI et Guillaume LAGANE

Par Lionel MAZAS

Responsable du comité Moyen-Orient et monde arabe



UNIVERSITÉ PARIS II PANTHÉON-ASSAS  
ASSOCIATION DU MASTER II  
SÉCURITÉ - DÉFENSE



LES JEUNES  
ITHEDN

## À PROPOS DE LA CONFERENCE

Le 2 mars 2020, les comités Europe et Moyen-Orient et monde arabe des Jeunes IHEDN, en partenariat avec l'Association du master II sécurité défense de l'université Paris II Panthéon-Assas, ont eu le plaisir d'organiser la conférence *Le rôle et la place de la Turquie dans l'OTAN*.

Alors que les irritants entre la Turquie et l'OTAN s'accroissent depuis plusieurs années, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a utilisé le 28 février 2020 l'article 4 du traité de l'Alliance atlantique afin de convoquer une réunion en urgence des États membres après le décès la veille de 33 soldats turcs lors d'un raid aérien dans la province d'Idlib en Syrie.

Cette conférence avait pour objectif d'éclairer l'histoire ainsi que l'état actuel de la relation entre la Turquie et l'OTAN et d'analyser plusieurs sujets de la politique extérieure turque.

## À PROPOS DES INTERVENANTS

**Nora SENI** est professeure à l'Institut français de Géopolitique, ancienne directrice de l'Institut français des études anatoliennes (2008 – 2012). Elle a notamment dirigé la publication de « Géopolitique de la Turquie », *Hérodote* n° 148, 2013.

**Guillaume LAGANE**, ancien élève de l'ENA, dirige le département relations bilatérales Nord de la direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des armées. Il est l'auteur de *Premiers pas en géopolitique* (Ellipses, 2012).

*Ce texte n'engage que la responsabilité des intervenants. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle des Jeunes IHEDN et de l'Association du master II sécurité défense de l'université Paris II Panthéon-Assas.*

## L'OTAN et la Turquie : une relation ancienne et complexe

**GL :** La Turquie a toujours eu un statut particulier dans l'OTAN. Intégrée en 1952, au début de la guerre froide, elle est perçue comme un complément du flanc oriental de l'Alliance face à l'URSS ainsi qu'une plateforme pour rayonner sur le Moyen-Orient et asseoir l'influence occidentale dans la région. Pour autant, la Turquie intègre l'OTAN en même temps que la Grèce, avec qui elle a un contentieux depuis l'Empire ottoman. En 1974, la crise chypriote<sup>1</sup> a conduit ces deux États membres à une situation de quasi-guerre. La situation actuelle de la Turquie dans l'OTAN est donc la suite d'une histoire déjà ancienne, qui renvoie au statut ambigu de la Turquie, entre Orient et Occident.

**NS :** Certes, la Turquie kémaliste avait pour ambition de faire partie du bloc occidental, mais son adhésion à l'OTAN n'allait pas forcément de soi. En 1952, son souci est plutôt de se prémunir de « l'influence » de l'URSS. Plus tard l'histoire des relations entre l'OTAN et la Turquie intégrera un troisième acteur : l'Union européenne. L'Alliance a en effet soutenu avec insistance le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE.

**GL :** L'entrée dans l'OTAN constitue une rupture dans la politique étrangère turque. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, Mustafa Kemal avait opté pour le neutralisme. Le contentieux initial avec l'Occident était (et est toujours) très présent depuis le traité de Sèvres (1920)<sup>2</sup>. L'adhésion à l'OTAN répond à une crainte vis-à-vis de la menace soviétique mais participe également d'un mouvement global de rapprochement avec l'Occident depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : la Turquie rejoint le pacte de Bagdad en 1955 et candidate pour la première fois à la CEE naissante en 1959. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté de moderniser le pays en le rapprochant des standards occidentaux.

<sup>1</sup> Le 20 juillet 1974, évoquant la protection des intérêts de la communauté turque de Chypre et le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la Turquie lance l'opération *Attila* qui a conduit à l'occupation de 38 % du territoire chypriote par la Turquie.

<sup>2</sup> Celui-ci prévoyait la création de l'Arménie, d'un Kurdistan et la cession d'une partie du littoral turc de la mer Égée à la Grèce. Après la révolte nationaliste de Mustafa Kemal, la Turquie obtient le traité de Lausanne (1923) qui est bien plus favorable à ses intérêts.

## L'OTAN et la Turquie aujourd'hui : des tensions qui ne remettent pas en cause une interdépendance

**NS :** La critique de l'OTAN dans l'aire domestique turque fait partie intégrante d'un discours plus général de rejet de l'Occident qu'expriment autant la droite que la gauche en temps de tensions. Néanmoins, le rejet « islamique » de l'Otan comme éminent représentant du monde occidental s'est fortifié avec les péripéties récentes de la Turquie autour de la question syrienne. Erdoğan affirme aujourd'hui que l'islam devrait se situer au cœur de la vie des Turcs. Il ajoute que *l'umma*, le peuple musulman, devrait retrouver la tradition islamique de la concertation, dont l'abandon a selon lui causé son retard. Pour autant, avec son récent appel à l'OTAN, Erdoğan a implicitement reconnu que ses volontés d'émancipations ne tenaient pas forcément la route. En raison de considérations militaro-stratégiques, la Turquie ne sortira pas prochainement de l'OTAN. Inversement, le fait que les États-Unis n'ont presque pas infligé de sanctions à la Turquie après son achat du système de défense antiaérienne russe S-400, montre que les États-Unis et l'OTAN considèrent la Turquie comme un pays incontournable.

**GL :** La Turquie est la deuxième armée de l'OTAN et un des rares pays de l'Alliance qui atteint les 2 % du PIB pour les dépenses militaires. Son armée, déployée sur le terrain, dispose d'une vraie valeur opérationnelle. L'acquisition du S-400 russe pose un vrai problème d'homogénéité dans les systèmes d'information des équipements militaires dans la mesure où la Turquie faisait également partie du programme F-35. Des secrets américains, notamment concernant le partage d'information entre le chasseur et les systèmes de défense, auraient pu être dévoilés par cette acquisition complètement incohérente. Pour autant, tous les pays de l'OTAN ne font pas partie du programme F-35. Cette affaire relève plutôt d'un problème bilatéral turco-américain. Le Congrès a discuté un ensemble de sanctions, sur lesquelles le président Trump ne s'est pas encore prononcé. L'OTAN reste pour sa part modérée face aux provocations turques. Elle estime qu'il faut être tolérant et ne pas pousser la Turquie à la faute pour ne pas l'éloigner de l'Occident. L'OTAN a déjà connu de nombreuses crises dans son histoire (en 1966, la France se retire du commandement intégré de l'Alliance par exemple). Comme toute

organisation administrative, elle a le souci de sa survie et se montrera accommodante avec la Turquie car il y aurait beaucoup plus à perdre qu'à gagner si elle l'exclut.

**NS :** Il faut distinguer la Turquie et M. Erdoğan, ce que l'OTAN – intelligemment - fait. Au-delà du problème des réfugiés, la Turquie est considérée par l'Alliance atlantique comme un élément essentiel de leur politique proche-orientale et de la stabilité de cette région. La situation intérieure turque évolue cependant. La Turquie a vécu pendant des années à l'heure occidentale mais aujourd'hui le mouvement d'islamisation par la base (système éducatif et associatif, promotion d'un mode vie dit musulman qui défavorise entre autres la mixité homme-femme, mutation linguistique, nouvelles normes culturelles) induite par les gouvernements successifs de l'AKP continue de porter ses fruits.

## La crise syrienne, révélatrice d'un équilibre complexe entre la Turquie, la Russie et la Syrie

**GL :** La relation turco-syrienne est historiquement complexe. Quatre sujets de contentieux peuvent notamment être identifiés :

- Le sandjak d'Alexandrette. Cédé par la puissance mandataire française à la Turquie en 1938 (afin d'acheter sa neutralité dans le conflit mondial à venir), il est revendiqué depuis par les nationalistes syriens.
- Les Kurdes. Dans les années 1960-1970, la Syrie se rapproche de l'URSS alors que la Turquie est dans le giron occidental. En conséquence, Damas instrumentalise le problème kurde en accordant son soutien au PKK.
- L'eau. L'Euphrate et le Tigre ont leur source en Turquie. Dans les années 1970, la Turquie lance le programme G.A.P. qui s'articule autour de la construction de nombreux barrages et voies d'irrigation et pose la question du débit des deux fleuves en Syrie et en Irak.
- La guerre civile syrienne. La Turquie accorde son soutien aux rebelles syriens. Dans sa logique de lutte contre les Kurdes, elle occupe également plusieurs zones dans le nord du pays.

**NS :** Russie et Turquie se veulent « nations impériales » et désirent affermir leurs zones d'influence. La Russie nourrit un véritable intérêt pour la Syrie, qui lui donne accès à la Méditerranée. L'histoire moderne des relations russo-turques est faite de guerres et d'hostilité. La Russie s'est considérée de longue date comme l'héritière naturelle d'un l'Empire ottoman en danger de désintégration. La guerre de Crimée (1853-1856) a mis en évidence aux yeux de l'Europe le rôle de la Turquie (alors Empire ottoman) comme obstacle à l'accès de la Russie aux mers chaudes. Aujourd'hui les deux pays sont partenaires dans le cadre d'une forte coopération économique et énergétique. Ainsi, la Russie est le premier fournisseur en gaz naturel de la Turquie (qui en est grande consommatrice), les deux États développent ensemble le Pipeline *Turkish Stream* qui traverse la mer Noire et ils partagent une certaine hostilité face au monde occidental. Bien qu'elles soient alliées au sein du processus d'Astana pour le règlement de la question syrienne, les positions de la Turquie et de la Russie sont pour l'instant inconciliables. Malgré les tensions actuelles, la Russie n'abandonnera pas son projet de réunifier l'ensemble du territoire syrien sous la direction de Bachar Al-Assad. Toutefois, elle ne sacrifiera pas non plus sa collaboration avec Erdoğan. Dans ce bras de fer, l'appartenance de la Turquie à l'OTAN renforce la position turque dans ses négociations avec la Russie et l'Iran.

**GL :** La Russie pense disposer d'une opportunité historique de détacher la Turquie de l'OTAN : S-400, coopération énergétique et nucléaire, proximité personnelle des dirigeants, modes de fonctionnement similaires, rejet de l'Occident. Cependant, la Turquie accueille toujours la base d'Incirlik (où sont stockées des armes nucléaires américaines) et a invoqué en février dernier l'article 4 (qui permet de réunir l'Alliance pour discuter de sujets politiques) durant l'escalade à Idlib. La relation turco-otanienne est dans une zone grise qui est dans l'intérêt des deux parties. En effet, une clarification s'opérerait nécessairement au détriment de l'une ou de l'autre.

## La question kurde : une réponse essentiellement sécuritaire

**NS :** La Turquie a engagé des pourparlers de paix avec les Kurdes entre 2013 et 2015. Cette dynamique est complètement renversée aujourd'hui. On assiste à une diabolisation des Kurdes de Turquie et de Syrie. Des dizaines de maires des régions à dominante kurde ont été destitués au profit d'administrateurs étatiques. Ce mouvement de destitution des maires poursuit un travail de sape et de répression des Kurdes dans la région du sud-est anatolien.

**GL :** Dans l'histoire de la création de la Turquie républicaine, les Kurdes, à qui l'on avait promis qu'il serait un des peuples fondateurs de cette République, sont les grands perdants. En effet cette promesse a été « oubliée », ce qui a valu aux Kurdes de disparaître du discours officiel pendant des décennies. On a utilisé en lieu et place de « kurde » l'expression « Turcs des montagnes ». L'AKP<sup>3</sup>, qui met en avant l'identité religieuse plutôt qu'ethnique, a introduit une rupture à cette négations d'État en engageant des discussions avec les Kurdes en 2013. Le parti a ensuite changé de cap dans le cadre d'une alliance électorale avec l'extrême-droite turque. Il convient de distinguer les différentes mouvances kurdes au Moyen-Orient. En Syrie, ils sont considérés comme une émanation du PKK<sup>4</sup> dont la branche armée est cataloguée « terroriste » par la Turquie et l'UE). En Irak, la Turquie s'appuie sur les Kurdes pour influencer l'évolution du pays. La position occidentale n'est pas de soutenir la création d'un État kurde en Irak. Les Kurdes sont par ailleurs très divisés entre eux.

---

<sup>3</sup> Parti de la justice et du développement (en turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*).

<sup>4</sup> Parti des travailleurs du Kurdistan (en kurde : *Partiya Karkerên Kurdistan*).

## La Turquie et l'UE : un éloignement progressif

**GL :** La Turquie a demandé à rejoindre la CEE dès 1959. Après une seconde tentative avortée en 1987, elle obtient un statut d'État associé à l'UE en 1992. En 2005, sa troisième candidature est acceptée et les négociations débutent. Les critères d'adhésion à l'UE sont détaillés dans 35 chapitres. Des progrès sont faits durant les premières années de négociations. L'AKP (au pouvoir depuis 2002) se présente alors comme un parti islamo-conservateur et entreprend des réformes libérales avec l'idée d'adhérer à l'UE : abolition de la peine de mort, ouverture vers les Kurdes. Le rythme des réformes s'est ensuite progressivement ralenti, avant qu'on assiste à une véritable dérive autoritaire qui a éloigné le pays de l'UE. L'UE elle-même est très divisée sur le sujet, certains États comme la France étant très hostiles à cette adhésion.

**NS :** Arrivé au pouvoir en 2002, Erdoğan a entrepris des réformes visant notamment à supprimer l'emprise de l'armée sur la vie politique turque. Cette démarche allait dans son intérêt car l'armée, gardienne de la laïcité, considérait d'un œil fort méfiant l'arrivée au gouvernement d'un parti se réclamant de l'islam. Erdoğan joue alors avec conviction la carte de l'UE, notamment parce que les réformes que celle-ci exige freinent le rôle de l'armée. Cette convergence entre les exigences de la candidature à l'Europe et les intérêts de l'AKP se prolonge jusqu'en 2007. À cette époque, la chancelière allemande Angela Merkel rompt avec la politique de son prédécesseur Gerhard Schröder et s'oppose à l'accession de la Turquie à l'UE. Elle multiplie les déclarations affirmant que ce pays n'a guère vocation à rejoindre l'UE. Elle est suivie sur cette ligne par Nicolas Sarkozy, qui à son tour rompt avec la politique en faveur de la candidature de la Turquie défendue par son prédécesseur Jacques Chirac. Cette évolution entraîne des conséquences quasi-immédiates dans la politique turque. En 2009, Erdoğan nomme ministre des affaires étrangères un fervent partisan de l'ouverture de la Turquie au monde arabo-musulman, M. Davutoğlu. Cette ligne se transforme rapidement en véritable stratégie pour faire de la Turquie une puissance régionale. Son corollaire en politique domestique consistera à islamiser la société par la base.



## L'ambition du leadership du monde sunnite

**NS :** Erdoğan s'attache à liquider l'héritage laïque du kémalisme. Il aimerait que la vie quotidienne en Turquie soit reconnue comme musulmane dans le monde arabe : respect du ramadan, non-mixité, arabisation de la langue, multiplication des références coraniques. Sa politique de *leadership* du monde sunnite et de « zéro problèmes avec les voisins » est mise en pièces par le conflit syrien. Son alliance avec l'Égypte frériste de Mohamed Morsi est rompue avec son éviction du pouvoir par le coup d'État militaire du maréchal Sissi. La rivalité de la Turquie pour le leadership du monde sunnite avec l'Arabie saoudite dégrade les liens entre les deux pays. Aujourd'hui, la Turquie ne conserve comme allié dans le monde sunnite que le Hamas et le Qatar. La Libye frériste de Fayez al-Sarraj et qui s'oppose aux forces du maréchal Haftar s'est liée récemment à la Turquie dans le cadre d'un accord à visée militaire et énergétique.

**GL :** L'aspiration turque au *leadership* du monde sunnite se déploie sur quatre niveaux :

- Sur le plan diplomatique, le grand projet de l'AKP était le néo-ottomanisme, une politique qui amenait la Turquie à parler à tous les États de l'ex-Empire ottoman. C'est dans ce cadre qu'elle s'est impliquée dans le conflit israélo-palestinien, ce qui a provoqué une crise avec Israël. Dans les faits, la politique de « zéro problème avec les voisins » s'est transformée en « zéro voisin sans problème »<sup>5</sup>.
- Sur le plan militaire, la Turquie se déploie en Irak, au Qatar, au Soudan, en Somalie.
- Sur le plan économique, les milieux d'affaires sont centraux pour la diplomatie turque. Erdoğan a des liens avec le secteur militaro-industriel.
- Sur le plan socio-culturel, la Turquie développe un ensemble d'écoles dans son espace turcophone (Asie centrale musulmane) et, dans une moindre mesure, dans le monde arabo-musulman. La crise avec Fethullah Gülen et l'épuration qui a suivi a beaucoup affaibli cette dynamique car Gülen est très actif dans ce réseau.

<sup>5</sup> Voir notamment le rapport d'information n° 629 (2018-2019) de MM. [Ladislas PONIATOWSKI](#), co-président, [Jean-Marc TODESCHINI](#), co-président et [René DANESI](#), fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, déposé le 3 juillet 2019 <https://www.senat.fr/rap/r18-629/r18-629.html>

## Un soutien au Gouvernement d'entente nationale en Libye

**GL :** La Turquie soutient Fayez el-Sarraj et a récemment envoyé en Libye 2000 militaires/rebelles syriens. Il n'y a pas de conflit avec l'OTAN sur ce point car l'Alliance n'a pas de position officielle sur le conflit entre Haftar et Sarraj et invite au dialogue. En revanche, ce soutien à Sarraj oppose la Turquie à la France – qui est plutôt favorable à Haftar – et à l'Égypte et aux EAU qui soutiennent très fortement le maréchal. Ces États sont hostiles aux printemps arabes et estiment que le pouvoir autoritaire d'Haftar parviendra à rétablir l'ordre. De l'autre côté, les opposants du maréchal le perçoivent comme un nouveau Kadhafi.

**NS :** La Turquie occupe une position particulière dans le jeu libyen. Elle soutient Sarraj en raison de ses liens avec les Frères musulmans. Elle tire profit de cette alliance en imposant sa présence en Méditerranée orientale et sa participation à l'exploration de gisements de gaz naturel.

## Une relation conflictuelle avec Israël

**NS :** Même si les relations diplomatiques avec Israël se sont quelque peu apaisées, ce pays est présenté en politique interne comme un usurpateur. Le grief principal concerne l'attitude d'Israël vis-à-vis des Palestiniens, notamment vis-à-vis du Hamas frériste. Ces relations se sont sensiblement dégradées depuis la guerre israélienne à Gaza en 2008-2009. Prendre la défense des Palestiniens permet à la Turquie de se distinguer de l'Arabie saoudite et de prendre le contrepied des États-Unis.

**GL :** Avant la dégradation des relations, l'armée israélienne allait s'entraîner en Turquie et les deux pays coopéraient sur le plan économique. On observe cependant aujourd'hui un certain rapprochement dû à une convergence de vues sur le cas syrien.

## Une relation à construire avec la Chine

La Turquie est un client important de la Chine, mais les deux pays sont en concurrence sur le plan économique en Afrique. Leur coopération militaire n'est pas très avancée à ce jour. L'annonce d'Erdoğan que la Turquie allait rejoindre l'Organisation de coopération de Shanghai n'a pas été suivi d'effet. Le principal irritant dans la relation bilatérale concerne les Ouïghours, qui sont turcophones. Une partie de l'opposition ouïghoure est basée à Istanbul.

## Conclusion

Les irritants s'accumulent aujourd'hui entre la Turquie et l'OTAN. Pour autant, ils ne remettront probablement pas en cause une relation ancienne, toujours complexe, mais qui repose sur une solide interdépendance.



[publication@jeunes-ihedn.org](mailto:publication@jeunes-ihedn.org)